

DÉBAT AVEC PIERRE LAURENT

Autrefois on disait qu'il ne faut jamais « *préparer un congrès en chambre* » car, pour avancer dans le débat interne, il faut rester au contact des luttes et des affrontements d'idées sur les solutions aux problèmes qui assaillent les salariés et leurs familles en France, en Europe, dans le monde.

Or, pour l'heure, ce congrès se prépare en chambre. Aucune campagne nationale de contre-propositions précises, propres à notre Parti, associée à des actions marquantes n'est engagée en riposte aux réformes de Macron. Juste peut-on noter, après une longue période d'effacement, un petit réveil, mais sans effort réel de propagande et de pédagogie sur nos propositions originales.

Pourtant, il serait plus que jamais nécessaire de montrer que, si partout le « statu-quo » est effectivement intenable avec la crise systémique, des choix alternatifs cohérents, radicaux, réalistes sont possibles pour rassembler, infléchir, puis commencer à tout changer vraiment.

Mais si ces propositions conséquentes, première esquisse d'un projet révolutionnaire à construire dans la vie, aident au développement de luttes rassembleuses, alors leur mise en cause dans des débats de principe interminables n'auraient plus de sens. C'est pourtant ce qui se tente contre la « sécurité d'emploi ou de formation », proposition emblématique du PCF, avec l'illusoire « salaire à vie ».

Rassembler les communistes dans l'action avec leurs propositions

Cela nous aiderait à nous rassembler et décider, au lieu de nous laisser paralyser dans de vastes spéculations par des postures de sommet essayant de marier la carpe et le lapin et ne prenant jamais la responsabilité de se « mouiller » avec précision dans le débat public national sur les solutions.

La réflexion des communistes demeure, contre leur gré, engluée dans l'interprétation de l'actualité politique, à la remorque des idées dominantes du moment et des sondages ou dans des débats de "démarche stratégique" coupés de ceux portant sur les contenus. Et, lors des moments électoraux, la recherche préalable obsessionnelle par les premiers dirigeants du PCF de compromis sur des dénominateurs communs toujours plus petits, malgré la proclamation de donner la priorité au « contenu », tend à stériliser la pensée et inhiber l'action.

Cela fut particulièrement le cas pour l'élection présidentielle de 2017, Pierre Laurent bafouant le vote majoritaire d'une conférence nationale, instance souveraine de notre parti, pour imposer aux communistes, de façon hyper-présidentialiste, la candidature d'un Mélenchon pourtant déjà très critiqué.

De fait, avec le groupe dirigeant, il a systématiquement évité de porter avec audace et pédagogie politique les propositions précises les plus novatrices adoptées lors de nos précédents congrès : la Sécurité d'emploi, de formation et de revenu pour chacun-e, le financement de la protection sociale et des services publics, la transition énergétique avec le nucléaire dont il ne dit pas un mot dans sa contribution, l'utilisation de l'argent des entreprises, de l'État et des banques, la construction européenne et mondiale...

Il n'a pas cherché à faire jouer un rôle majeur au PCF, sur ces bases, dans la recomposition à l'œuvre, se contentant de l'accompagner. Et pourtant, il la déplore comme si elle était le fruit de la fatalité.

Comment arriver à démontrer notre utilité comme parti révolutionnaire si nous nous contentons de commenter l'actualité politique, de proclamer de vagues et de vaines intentions protestataires, sans jamais chercher à rassembler sur des propositions concrètes pour ouvrir un débouché pratique aux luttes, celles-ci permettant en retour d'enrichir ou de corriger ? Y-a-t-il besoin d'un parti se prétendant communiste mais dépourvu d'idées développées sur la façon de commencer à faire accoucher la société de tout le besoin et la possibilité de nouveauté dont elle ne cesse de grossir ? Et à l'aune de quoi cette évaluation peut-elle être faite si ce n'est, précisément, celle de l'efficacité transformatrice rassembleuse de ce que ce parti propose face aux réformes imposées au Français.

La force actuelle de Macron vient du vide sidéral d'idées vraiment alternatives dont font preuve les premiers dirigeants de toutes les formations de gauche. Mais elle tient aussi au fait qu'il se présente avec des projets précis de réformes touchant en même temps aux quatre marchés du capitalisme (travail, produits et services, monnaie, européen et mondial) pour le rendre plus attractif en France, en prétendant qu'on ne peut pas faire autrement pour en finir avec la crise...et pour cause !

Cela peut inhiber ou rendre difficiles les luttes car les gens se rendent bien compte que le « statu quo » n'est plus possible et qu'il faut bouger à tous les niveaux. Aider à une riposte d'ampleur en avançant des contre-propositions cohérentes et crédibles touchant aux institutions, aux règles, critères et pratiques prévalant sur ces quatre marchés, du local au mondial, voilà qui reviendrait à montrer le début d'un chemin possible vers une autre société.

Il faut rendre hommage aux cheminots CGT d'avoir refusé de laisser le monopole d'élaboration d'un projet de réforme de la SNCF à Macron et ses séides. Cela permet d'affirmer avec eux que, si un conflit éclate, c'est l'Élysée qui en porterait la

responsabilité en refusant d'ouvrir un vaste débat projet contre projet. On est toujours plus fort pour dénoncer et s'opposer quand on a contre-proposé.

Ne pas biaiser avec l'exigence d'un vrai bilan critique

Dans sa contribution récente, Pierre Laurent reconnaît enfin qu'un « *bilan critique* » est nécessaire et qu'il faut « *une redéfinition d'ensemble de notre démarche stratégique* ».

Il est vrai que les échecs successifs depuis 10 ans sont cruels : 2007, après notre immersion dans les "comités anti-libéraux" avec des « partenaires » rêvant de nous garrotter, alors que l'expérience de 2005 nous invitait à prendre l'étendard du rassemblement avec nos propositions dès le lendemain du référendum, ce qui fut refusé ; 2012, avec un Front de gauche niant en pratique notre idée de « front des luttes », finissant par se transformer en une machine électorale pour un candidat, promu par le sommet du Parti afin de « *ne pas recommencer 2007* », portant de moins en moins ce qui dans « L'humain d'abord » était l'apport original des communistes; 2012-2017, avec la délégation d'initiatives populaires à Mélenchon, hormis l'amorce d'une campagne sur le coût du capital vite abandonnée, et l'effacement du PCF; 2017, avec l'alignement du PCF derrière un Mélenchon de plus en plus populiste, agressif et séduit par la rhétorique nationaliste, malgré la forte demande d'autonomie des communistes exprimée en conférence nationale.

Et tout cela au prix d'un gâchis inouï de moyens financiers !

Pourtant, Pierre affirme qu'il ne faut pas « *réduire l'évaluation du bilan à celui de nos expériences d'alliances, notamment électorales* » et que « *selon la conception que nous avons de notre démarche stratégique, nous ne porterons pas le même regard sur le bilan* ».

Étonnant relativisme, quand on sait le sentiment d'humiliation et le désarroi des communistes pour qui, et c'est normal en démocratie, le score électoral est important, même s'il n'est pas tout, surtout si son effondrement accompagne un refoulement systématique par le sommet des propositions originales et de l'autonomie d'initiative de leur parti au nom du « rassemblement » électoral.

L'abandon de la campagne sur le « *coût du capital* », contre-offensive pourtant décisive à la culpabilisation des salariés sur le « *coût du travail* », en est un exemple si flagrant que Pierre Laurent, lui-même, est amené à le regretter. Il est vrai que 75% des communistes ont considéré cette campagne comme prioritaire dans un questionnaire qui leur avait été adressé.

Quelle conception de notre démarche stratégique pourrait-elle justifier une évaluation moins critique d'un tel bilan ? Il exprime combien accorder le primat, au nom du « rassemblement », aux alliances électorales au détriment d'un apport original et autonome du PCF, à l'appui des luttes pour rassembler, est une impasse noire.

Pierre Laurent assure que « *le débat sur faut-il un Parti communiste ou pas est, pour moi, tranché* ». Parfait, mais la question de sa dilution reste posée, de même que celle de son activité autonome et nationale.

Du reste, de quel Parti communiste parle-t-on ?

S'agit-il d'articuler trois exigences nécessaires pour assumer une ambition révolutionnaire : notre présence créative dans les luttes et les médias ; des idées qui, produit d'un va et vient entre pratique des luttes et élaborations théoriques novatrices, ne sont pas suivistes des idées dominantes ; la présence active dans tous les combats électoraux ? S'agit-il, pour contribuer au développement convergent des luttes et à leur politisation, d'associer la visée d'objectifs sociaux élevés à la conquête des pouvoirs nécessaires pour utiliser l'argent à ces fins ? Et s'agit-il, ce faisant, d'essayer de progresser en permanence et à tous les niveaux dans une perspective historique de dépassement du capitalisme ?

Pierre relève rapidement qu'il nous faut « *évidemment* » un programme et que « *nous avons beaucoup de très bonnes propositions* », sans en faire l'illustration en écho à l'actualité pourtant si brûlante. Mais c'est aussitôt pour affirmer que l'essentiel est ailleurs, se gardant de montrer que, au lieu d'opposer programme et projet, il faut les articuler en pratique.

Il assure, de façon surprenante, qu'il y aurait eu, dans notre histoire, « *des permanences, au premier rang desquelles ce que nous cherchons depuis Marx, dépasser le système capitaliste* ».

Dépasser le capitalisme: passer du principe aux actes et au travail de fond

La visée de dépassement du capitalisme est très neuve dans le PCF.

Ce concept fut, certes, repris de Hegel et enrichi par Marx, à l'époque duquel il était, cependant, irréalisable. Mais le mouvement communiste ne pouvait pas le concevoir en pratique, du fait-même de l'immaturation des conditions objectives, mais aussi parce qu'il fut longtemps hypnotisé, à des degrés divers, par l'expérience soviétique. Celle-ci, tout en assurant avoir « *aboli* » le capitalisme, ne fut soucieuse, en fait, que de le rattraper à coups de cravache étatique, à partir de conditions initiales très arriérées. La tentative d'abolition, niant les forces, souplesses et réalisations du capitalisme pour n'en retenir que les malheurs qu'il engendre, a échoué.

Pour ambitionner une abolition réussie du capitalisme, il faut être objectivement en mesure de le dépasser et oser le faire en cherchant à aller au-delà de ses forces et de ses acquis de civilisation, tout en supprimant ses méfaits, comme par exemple le chômage.

C'est la révolution informationnelle et ses défis, inédits pour le capitalisme, de développement des capacités humaines, d'économies de moyens, de partages des

savoirs, des avoirs et des pouvoirs, antagonistes avec la rentabilité financière, qui, suscitant une crise systémique d'une profondeur inouïe, a permis de mettre à l'ordre du jour en pratique le projet de dépassement. C'est cela-même que nous ont permis de découvrir les théorisations de Paul Boccara. Et d'autres révolutions, écologique, démographique, migratoire, féministe et de genres, parentale, monétaire, militaire...rendent encore beaucoup plus nécessaire et possible son accomplissement.

En réalité, il ne faudrait pas que l'idée de « *dépassement du capitalisme* » que l'on répéterait comme un mantra reste de pur principe. Elle exige sans attendre de commencer à changer les règles, les critères, les pratiques, les institutions, la culture dominantes de notre société, vers une nouvelle civilisation. Et cela en prenant appui sur les potentiels formidables d'émancipation des révolutions en cours, sur les luttes concrètes qui cherchent à tâtons les voies d'une autre société et sur le refus des désastres qu'engendrent le maintien de l'état actuel des choses.

Cela renvoie au besoin d'une cohérence, ouverte mais effective, visant des transformations qui font système.

Pierre Laurent affirme : « *Notre combat est celui qui permet, en toutes circonstances, au mouvement réel de la société de pousser le plus loin possible ses potentialités transformatrices* ».

L'énoncé est plutôt vague. Il aurait besoin d'être décliné en propositions de tâches pratiques immédiates. Il rappelle en filigrane une phrase de Marx et Engels dans « l'idéologie allemande », citée « ad nauseam » en période de congrès depuis celui de Martigues : « *Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit (dépasse) l'état actuel (des choses)* ».

Ce texte, hors contexte, peut être interprété comme majorant la question du processus au détriment du but-même de dépassement, vu alors seulement comme pur principe pour un horizon si lointain que l'on peut se demander pourquoi "*il est à l'ordre du jour*". Au contraire, le but de dépassement nécessite de construire des ruptures, dans une transition historique mixte conflictuelle entre le capitalisme moribond et le communisme embryonnaire, ce que les fondateurs du marxisme appelaient, à juste titre, le socialisme.

Pas de processus révolutionnaire sans but, luttes et ruptures révolutionnaires

Cette question avait été abordée, dans un célèbre conflit au sein du parti social démocrate allemand (PSD), en 1898, qui opposa Rosa Luxemburg, future cofondatrice du parti communiste d'Allemagne, au « réformiste » Eduard Bernstein, lequel postulait : « *Le but quel qu'il soit ne signifie rien pour moi, le mouvement est tout* ».

Pierre parle, quant à lui, de "*dépassement continu du système capitaliste*" soulignant que « *l'idée de processus est (..) essentielle* » .

En fait, processus et but, mouvement et visée, sont indissociables et aussi essentiels l'un à l'autre pour entreprendre une œuvre de dépassement du capitalisme. Et celle-ci, au lieu d'une simple continuité, exigera des ruptures qui borneront des étapes nécessaires.

D'ailleurs la citation répétée de « l'idéologie allemande » ne recouvre-t-elle pas inséparablement trois exigences pour les révolutionnaires:

- 1 Viser un nouvel état des choses réussissant à abolir, c'est à dire dépassant, l'état des choses actuel ;
- 2 Ne pas attendre pour entreprendre le travail de dépassement car il doit, tout de suite, commencer à essayer de construire ce nouvel état des choses ;
- 3 Révéler au plus grand nombre la possibilité d'un tel but et d'un tel processus pour y arriver.

L'histoire nous a appris à ne pas croire en la spontanéité créative du « mouvement réel » s'il n'est pas éclairé, en quelque sorte, par la lumière d'une visée historique lui donnant le courage et la créativité pour rompre avec l'ordre existant. C'est vrai que la société actuelle est grosse de communisme du fait de la maturation de la crise, mais cela peut conduire au pire avortement si le processus pour en accoucher ne mène pas à cette nouvelle civilisation. On voit la montée de ce péril avec les populismes et les extrémismes, faux messies d'une libération aux couleurs d'apocalypse.

Au demeurant, en quoi aurait-on besoin d'un parti communiste ayant l'ambition de révolutionner l'état des choses existant si le « mouvement réel » s'attaque spontanément de façon transformatrice aux questions pratiques des pouvoirs à conquérir et des moyens financiers à mobiliser, à tous les niveaux, pour des objectifs sociaux et sociétaux permettant de progresser vers un au-delà du capitalisme?

Poser la question souligne l'importance, pour notre parti communiste, que nous voulons révolutionnaire, de propositions cohérentes et précises, radicales et crédibles, à l'appui des luttes et du débat d'idées pour rassembler afin de transformer.

Pierre Laurent insiste sur l'identité « *démocratique* » des communistes en France. En fait, elle est démocratique et révolutionnaire. Et ce n'est plus antagoniste puisque les conditions objectives rendent possible une révolution pacifique et que l'on prétend vouloir l'accomplir, comme le stipulent nos congrès .

Nos propositions expression d'une identité originale utile pour transformer

Et de quelle exigence démocratique notre identité communiste est-elle porteuse ? La démocratie parlementaire connaît une crise épouvantable avec l'hyper-délégation du présidentielisme, tandis que, les salariés sont écrasés sous les tutelles verticales de la monarchie patronale avec le chômage massif. La société porte en elle le besoin d'une démocratie participative et d'intervention, étape indispensable pour progresser,

conquêtes après conquêtes, vers une démocratie de type autogestionnaire dans une société sans classe.

Mais comment aider à ce que la société commence à exprimer de telles exigences par la lutte et jusque dans les urnes si n'existe aucune formation politique qui, décidée à promouvoir tous les travailleurs (en formation, en emploi, au chômage ou à la retraite) contre le capital financier, défend des propositions cohérentes indiquant que cela est possible ?

Ceci est particulièrement vrai pour ce qui concerne les entreprises et les banques, c'est à dire les acteurs du marché auquel l'État est couplé. Il nous faut rompre, en effet, avec une vision qui ne conçoit la démocratie que parlementaire, avec un État en charge du dit « intérêt général », censé corriger les « excès » du marché dont les acteurs sont soumis au monopole patronal sur leur gestion et à la dictature de la rentabilité.

On ne peut plus se contenter de répéter que nous sommes pour une « *appropriation sociale* » croissante des entreprises et des banques. Encore faut-il faire comprendre qu'il s'agit de changer l'utilisation des profits, des fonds publics et du crédit pour sécuriser l'emploi et la formation, faire reculer toutes les discriminations, développer la protection sociale et tous les services publics, protéger l'environnement, coopérer... Pour tout cela, il faut conquérir des pouvoirs précis sur des leviers d'action précis, au lieu de déléguer la politique au sommet de l'État et la gestion des entreprises aux patrons.

En cette matière, comme en tant d'autres, notre parti ne peut-être qu'inaudible s'il ne fait pas la pédagogie, la propagande et l'expérimentation de ses propositions, en dialogue avec ce qui se cherche dans les luttes. Ne pas le faire revient à effacer « *la singularité d'un Parti communiste* » dont « *le mouvant populaire a besoin* », expression utilisée par Pierre Laurent dans sa contribution.

De ce point de vue, pourquoi avoir choisi de citer, comme chantiers cruciaux à investir, l'écologie, les services publics et le racisme, questions toutes décisives, mais sans jamais faire le lien avec les enjeux sociaux, notamment l'emploi, la formation, les salaires et les enjeux de financements et de pouvoirs. Sociétal et social doivent être sans cesse conjugués pour construire des rassemblements de taille critique, mais cela ne se fait jamais spontanément. C'est là une responsabilité singulière de notre parti.

Reprendre le combat communiste à l'entreprise et autour d'elle

Pierre insiste à juste titre sur le rôle de nos élus. Celui-ci serait certainement « *revalorisé* », comme il le demande, si les militants communistes ne sont pas réduits à être leur faire-valoir, mais, demeurant en toutes circonstances au service des luttes, permettent, avec des propositions précises, de ressourcer le nécessaire travail gestionnaire des élus au besoin de créativité des populations.

Au-delà du rôle des élus, se pose la question fondamentale de notre relation aux institutions, tant avec eux qu'avec le mouvement populaire.

Par ailleurs, est-il juste de suggérer que les élus seraient ceux qui auraient la plus grande clairvoyance sur la réalité et seraient les mieux à même de nous prémunir contre le risque d' « *un discours purement velléitaire* » ?

Même s'il tend à être stérilisé dans des débats internes souvent spéculatifs, divisé qu'il est par les injonctions paradoxales et des initiatives d'action inexistantes ou velléitaires du groupe dirigeant entre les élections, le corps militant a aussi une connaissance précieuse du réel. Elle est d'autant plus aiguisée s'il ne cesse, au contact des luttes, de se former avec le marxisme vivant, pour être ni suiviste des idées dominantes ni prisonnier des institutions actuelles et contribuer à l'émergence d'une expertise citoyenne.

Mais pour faire se révéler cette connaissance, il faut la solliciter face aux enjeux pratiques à affronter tels qu'ils se présentent sur le terrain et l'aider à faire la liaison avec les conditions générales prévalant dans le pays et à l'international, pour les transformer.

Cependant, on voit le mal causé par l'abandon du combat politique organisé à l'entreprise au contact du réel des stratégies, des pratiques de gestion et d'intégration capitalistes dont seuls les militants communistes d'entreprises sont en mesure de révéler et relever les défis, en liaison avec les populations alentour et les élus qu'ils informent.

Il est dommage que Pierre n'en dise pas un mot alors que Macron, avec son futur projet de loi PACTE, entend relancer l'intéressement et mieux rallier les salariés aux causes patronales, précisément parce que le consensus actuel de gestion dans les entreprises se fissure, y compris chez les cadres.

C'est dire s'il faut ranimer le travail de formation, de communication et d'expérimentation des communistes pour de nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale contre la rentabilité financière. Cela est inséparable du projet de conquête de nouveaux pouvoirs décisionnels des salariés et de leurs organisations dans les entreprises. C'est incontournable pour avancer dans les chantiers pratiques de sécurisation de l'emploi et de la formation contre la flexicurité que Macron a introduit dans le code du travail par ordonnances.

Reconstruire une activité politique des communistes dans les entreprises est un impératif vital pour le PCF, à commencer par les entreprises et services publics ou semi-publics.

De même, on dispose du recul suffisant pour mesurer combien a été nocive la disparition encouragée des cellules: pour la démocratie interne, la fraternité entre

communistes, la délibération collective et la connaissance du « réel » du quartier, de la ville, de l'agglomération... et de leurs entreprises. Il aurait fallu, au contraire, chercher à en renouveler la forme, le sens et le rôle dans la détermination des choix politiques de notre parti.

Alors de quel type de parti communiste parlons-nous ?

Il ne faudrait pas que cela soit un parti surtout d'élus avec des militants pour faire la propagande de leur activité et, le moment venu, fonctionner en machine électorale, une fois le type d'alliances décidé au sommet.

Certes, cela rendrait inutile l'effort de propositions précises pour l'action et ferait peut-être évoluer notre parti vers « *un nouveau modèle de centralité* », comme dit Pierre Laurent.

Une tout autre animation et cohérence nationale visant à libérer la capacité d'initiative décentralisée des communistes, en relation avec leurs élus, pour expérimenter nos propositions dans les luttes, les enrichir à leur contact, faire connaître et converger leurs expériences, partager toutes les informations est nécessaire. Mais cela exige de dépasser le congrès de Martigues avec ses réseaux opposés aux cellules et de mettre en cause le fonctionnement actuel de la direction nationale.

L'Europe et la mondialisation au cœur de notre congrès extraordinaire

Pierre Laurent ne parle de l'Europe qu'en rapport avec les élections européennes et la problématique si difficile des alliances qu'elles vont poser. Mais il faut voir ce défi : si nous nous effaçons une fois encore au nom prétendu du « rassemblement », nous en paierions le prix aux élections municipales qui suivront.

Pourquoi, dans sa contribution, Pierre évite-t-il à ce point le débat de contenu sur l'Europe ? Affirmer que l'on est « *pour l'Europe* » ne suffit guère, surtout qu'un important travail de diagnostic et de propositions précis sur le sujet a été adopté en conférence nationale. Ce n'est pas en négligeant de discuter des problèmes posés par « le mouvement réel » sur un sujet si crucial, que les communistes seront à même de tenir un discours moins « *velléitaire* » à son propos. Au contraire.

La mondialisation en cours porte la promesse d'une nouvelle civilisation de toute l'humanité, ce que l'on a tendance à sous-estimer. Une socialisation du monde entier fait son chemin mais, dominée par les marchés financiers, l'exigence de rentabilité financière des multinationales, la culture américaine, le sexisme, le dollar et les rivalités de puissance, elle conduit à des tragédies.

C'est qu'il faut traiter désormais les gigantesques problèmes posés par les migrations, les dérèglements climatiques, les pollutions transfrontières, les spéculations folles sur les marchés mondialisés, l'émergence d'hyper-monopoles informationnels, mondiaux cette fois (les GAFAs), le pouvoir de mise en concurrence des travailleurs

du monde entier par les multinationales, les privatisations, la montée d'affrontements culturels et religieux, la poussée des bellicismes avec des armes dotées des technologies numériques, le terrorisme...

C'est pourquoi la mondialisation inquiète tant le monde du travail et de la création soumis aux assauts des politiques tentant d'y adapter coûte que coûte les modèles sociaux et la démocratie.

S'il y a un domaine où l'état des choses actuel doit impérativement être aboli (dépassé) c'est bien celui de la mondialisation où, cependant, derrière des masques repoussants, se préparent les bases rendant impérieusement nécessaire et possible le communisme, lequel n'a jamais existé nulle part.

Le seul rejet de ces évolutions nourrit aujourd'hui le nationalisme, les populismes, tous les extrémismes, car nulle alternative ne semble possible. Or ces évolutions si problématiques indiquent, comme en négatif, que les bases existent pour travailler à changer les rapports de forces, à tout les niveaux, pour peu qu'on s'y attelle vraiment avec des propositions indiquant les voies possibles d'alternative.

Peut-on penser sérieusement que la France, à elle seule, va être en mesure de faire face, même si elle peut initier, à partir d'elle, des processus décisifs de changement ?

Nous avons absolument besoin d'une construction européenne de progrès, pour avoir prise sur les processus de mondialisation, jusqu'à les faire bifurquer.

Il faut donc mesurer l'importance de l'originalité d'apport des communistes français pour une refondation de la construction européenne avec, au cœur, le rôle si majeur de la BCE, des système bancaires, du crédit dont seuls les pouvoirs, utilisés autrement, seraient en mesure de contrer la dictature des marchés financiers et du dollar.

On sait les immenses gâchis de création monétaire effectués par la BCE depuis 2012 (quelque 4200 milliards d'euros) pour sauver les places financières européennes. Si tout cet argent avait servi à financer un grand essor partagé des services et entreprises publics et de leurs coopérations, au lieu des privatisations, en favorisant le rattrapage des retards des pays les moins développés, comme la Grèce, il en irait tout autrement. Y compris pour accueillir les populations migrantes et développer les pays dont elles sont issues.

C'est cela même que permettrait la création, comme le propose le PCF dans ses textes de congrès, d'un Fonds de développement européen économique, social et écologique. Cette nouvelle institution commune conférerait à l'Union européenne un statut confédéral d'un nouveau type, au lieu du fédéralisme qui nous placerait à la botte de la finance. Elle permettrait une tout autre utilisation de l'euro, au lieu de la folle illusion d'en sortir, laissant les peuples européens s'entre-dévorant sous la tutelle du dollar et des multinationales.

On peut, simultanément, mesurer la pertinence de cette proposition pour ce qui concerne, en particulier aujourd'hui, les hôpitaux, la SNCF et les collectivités territoriales en France, sans parler des autres services et fonction publics.

En fait, le combat que les communistes en France sont en mesure de mener pour refonder la construction européenne, afin d'avancer vers une sécurisation commune de l'emploi, de la formation et du revenu, vers la promotion en coopération de tous les services publics, vers une transition énergétique pour une révolution écologique, en exigeant des pouvoirs démocratiques pour utiliser, à ces fins, l'argent des européens, est fondamentalement un combat pour changer la mondialisation.

Comment, en effet, pourrait-on, sans cela, nous rapprocher des pays émergents, Chine et latino-américains en tête, pour réformer radicalement le FMI, la Banque mondiale...et viser la promotion, à partir des DTS, d'une monnaie commune mondiale alternative au dollar, ce qui a été mis officiellement à l'ordre du jour par la Banque centrale chinoise? C'est pourtant là un prérequis pour parler du communisme dont on sait, désormais, qu'il ne peut pas être construit en un seul pays mais à l'échelle d'un monde devenu, justement, très interdépendant, interconnecté et engagé dans une révolution de ses bases technologiques, sociales et culturelles.

Pour l'heure ces batailles n'ont pas été impulsées par la direction nationale de notre parti.

Changer d'orientation et changer de direction nationale

Pourquoi Pierre ne souffle-t-il mot de tout cela. Les termes euro et BCE ne sont même pas présents dans sa contribution.

Pourtant, si on ne se saisit pas de ces propositions pour en faire la pédagogie politique, en écho à celles que nous avançons pour la France, alors on est pris en étau entre partisans du fédéralisme européen (Macron, Faure, Hamon) et anti-fédéralistes flirtant avec le nationalisme comme Mélenchon.

Nous avons les moyens, avec nos propositions, d'intéresser et de rassembler tous les électeurs de gauche qui, aujourd'hui, tout en aspirant à une construction européenne, sont souvent paralysés dans l'abstention, ne voyant pas comment sortir d'une telle alternative qui renvoie, en chacun de ses termes, à des choix politiques anti-sociaux plus ou moins assumés ou dangereusement démagogiques.

Si nous voulons vraiment porter notre identité révolutionnaire et démocratique, il faut cesser de refouler nos propositions et engager l'action et le débat pour les populariser. Il ne faut plus hésiter !

C'est la raison pour laquelle il faut un congrès vraiment extraordinaire, traitant simultanément du changement d'orientation de notre parti et du changement de sa direction nationale. Le bilan de Pierre Laurent et son refus d'auto-critique

conséquente, au sens noble du terme, témoignent d'une incapacité à faire relever par notre parti les défis auquel il est désormais confronté. Et il y a une relève possible, au lieu du chaos que certains prédisent au cas où notre secrétaire national actuel ne serait pas reconduit, notamment parmi nos jeunes dirigeants.